

Service Application Du Droit Des Sols
Intercommunautaire
SADSi

4 rue Jean Bordier
45 130 BAULE

Courriel : accueil@sadsi.fr
Tél. : 02 38 49 31 60

ENEDIS
extension pour gymnase

à

Monsieur le Maire de Lailly-En-Val
2 rue des Ecoles
45740 LAILLY-EN-VAL

Objet : PC 045 179 22 Y0007
Extension du réseau électrique

Baule, le 05 septembre 2022

Monsieur le Maire,

L'examen de la demande de permis de construire visée en objet nous a conduit à recueillir l'avis d'ENEDIS afin de savoir si le projet serait desservi par le réseau électrique.

Ce dernier a estimé qu'une extension du réseau est nécessaire et qu'un poste de distribution publique devra être installé sur le terrain d'assiette du projet.

Je vous invite à prendre connaissance de cet avis, ci-joint, et à me tenir informé de la suite que vous souhaitez réserver à celui-ci. S'agissant d'une extension du réseau électrique nous avons désormais l'obligation de recueillir votre accord sur le paiement du devis avant la délivrance de l'autorisation de construire.

Cet accord devra se formaliser par une délibération du conseil municipal précisant la date de réalisation des travaux.

Le refus de la Commune entraînera le refus du permis de construire en application de l'article L 111-11 du code de l'urbanisme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La responsable du service instructeur

Sylvie BLANCHECOTTE



Enedis - Cellule AU - CU

SADSI SERVICE APPLICATION DU DROIT DU SOL
4 RUE JEAN BORDIER
45130 BAULE

Téléphone : 0970 831 970
Télécopie : 0247766155
Courriel : cen-are@enedis.fr
Interlocuteur : AUDRAIN Cindy

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

OLIVET, le 17/08/2022

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC04517922Y0007 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : ROUTE DE BLOIS
45740 LAILLY-EN-VAL
Référence cadastrale : Section AI, Parcelle n° 12
Nom du demandeur : GAUDRY PHILIPPE

Pour la puissance de raccordement demandée de 250 kVA triphasé et sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, nous vous informons qu'une contribution financière¹ est due par la CCU à Enedis, hors exception. Le montant de cette contribution, transmis en annexe, est réalisé selon le barème en vigueur.

Cette réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme et est susceptible d'être revue :

- en fonction des actualisations des prix des raccordements,
- en cas de non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires.

Cette réponse ne précise pas la contribution due par le client à Enedis.

Dans le cadre d'une opération immobilière, et en application de l'article R332-16 du code de l'urbanisme (décret n°70-254 du 20/03/1970), les constructeurs et lotisseurs sont tenus de mettre à disposition sur le terrain de l'opération projetée, un terrain ou un local adéquat pour la construction des postes de transformation de courant électrique.

La construction du poste de transformation étant soumise au dépôt d'une « Déclaration Préalable », le terrain mis à disposition devra :

- ☐ Avoir une superficie minimale technique de 25m² (5m x 5m, dont 5m de façade)
- ☐ Garantir une accessibilité permanente pour les actes d'exploitation et les situations d'urgence permettant la continuité du service public (cf. art. 99bis et 99ter de l'arrêté du 17 Mai 2001) : proximité d'une voie ouverte à la circulation publique tout en prenant en compte le risque routier, les contraintes d'environnement (acoustique, inondations...)
- ☐ Respecter les dispositions du code de l'urbanisme, article R421 et R422, pour l'obtention de l'autorisation de construire le poste de transformation.

¹ Cette contribution financière est prévue à l'article L342-11 du code de l'énergie



Annexe : Contribution due par la CCU

Libellé	Quantité	Prix unitaire	Montant HT	Part./Refact.
Consultation guichet unique pour DT séparées	1	165.97 €	99.58 €	40 %
*Etude et constitution de dossier réseau moins de 100 m	1	656.73 €	394.04 €	40 %
Consignation réseau HTA Antenne ou Coupure d'artère	1	449.95 €	269.97 €	40 %
*Mise en chantier réseau souterrain avec marquage piquetage	1	831.58 €	498.95 €	40 %
Tranchée sous trottoir, sablé, tri-couche	60	77.23 €	2 780.28 €	40 %
Tranchée sous chaussée urbaine légère (réfection enrobé)	7	152.88 €	642.10 €	40 %
Tranchée sous chaussée lourde	8	164.45 €	789.36 €	40 %
Réalisation Remontée aéro-souterraine HTA	1	3 497.99 €	2 098.79 €	40 %
Fourniture et pose câble HTA souterrain 150 mm ² Alu	75	21.00 €	945.00 €	40 %
Support HTA d'arrêt ligne secondaire	1	7 380.80 €	4 428.48 €	40 %
Dépose support béton ou métallique HTA	1	667.46 €	400.48 €	40 %
Raccordement câble HTA Alu dans un poste HTA BT	1	674.19 €	404.51 €	40 %
Montant total HT			13 751.54 €	

Pour votre information, en application de l'arrêté² du 17 juillet 2008, ce chiffrage intègre le fait qu'Enedis prend à sa charge 40 % du montant des travaux de l'opération de raccordement de référence définie dans l'arrêté³ du 28 août 2007.

Nous vous précisons que le délai des travaux sera de 4 à 6 mois après l'ordre de service de la CCU et l'accord du client au sujet des devis respectifs.

A titre d'information, la longueur totale du raccordement⁴, en incluant les ouvrages de branchement individuel, est de 75 mètres.

La longueur de l'extension, en ce qui concerne le réseau nouvellement créé, est de :

- 75 mètres en dehors du terrain d'assiette de l'opération,
- 0 mètres sur le terrain d'assiette de l'opération.

² Arrêté du 17 juillet 2008, publié au Journal Officiel le 20 novembre 2008, fixant les taux de réfaction mentionnés dans l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

NB : Désormais les articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 sont codifiés aux articles L342-6 et L342-11 du code de l'énergie.

³ Arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

⁴ Total de la longueur du branchement et de la longueur de l'extension au sens du décret n° 2007-1280 du 28 août 2007 relatif à la consistance des ouvrages de branchement et d'extension des raccordements aux réseaux publics d'électricité, l'extension étant limitée au réseau nouvellement créé.



Dépose du H61 et
reprise des 2 départs
BT par le nouveau
poste

Commune de LAILLY EN VAL
PROCES VERBAL de la réunion du Conseil Municipal

Séance ordinaire du 19 septembre 2022

Nombre de conseillers : 23
Afférents au Conseil Municipal : 23
En exercice : 23
Qui ont pris part à la délibération : 23

Date de convocation : 14 septembre 2022
Date d'affichage : 14 septembre 2022

Présents : M. P. GAUDRY, Mme D. BERRY, M. D. CANET, Mme S. CLOIX, M. D. DANGE, Mme E. FOSSIER, M. S. GAULTIER, M. M. GRIVEAU, Mme A. GROSJEAN, Mme M. P. LACOSTE, M. Y. LEGOUT (arrivé à 20h12), M. B. LETAT, Mme M. MACEDO, M. S. MENEAU, Mme K. TURBAN, M. H. VESSIERE.

Procuration(s) :

Mme J. BEAUJOUAN a donné procuration à Mme M. P. LACOSTE
M. J-N. MILCENT a donné procuration à M. P. GAUDRY
Mme N. BOUCHAND a donné procuration à Mme K. TURBAN
M. A. MAURIZI PALAIS a donné procuration à Mme E. FOSSIER
Mme A. LAMBOUL a donné procuration à M. D. CANET
Mme G. RAVI a donné procuration à Mme A. GROSJEAN
M. A. THOREAU a donné procuration à M. H. VESSIERE

Absent(s) : Néant

Président : M. Ph. GAUDRY, Maire

Secrétaire de séance : M. H. VESSIERE

Délibération n° 2209_67

Objet : Extension des réseaux électriques pour le nouveau gymnase

Considérant le dossier de permis de construire n° PC 045 179 22 Y0007 pour le nouveau gymnase, route de Blois,
Considérant l'observation du service SADSI en date du 5 septembre 2022, quant à la nécessité d'extension des réseaux électriques pour la validation du permis de construire,
Considérant le devis des travaux d'ENEDIS d'un montant de 13 751.54€ HT,
Considérant que la commune prend acte de l'extension mais ne valide pas le devis,
Considérant la nécessité d'effectuer ces travaux,

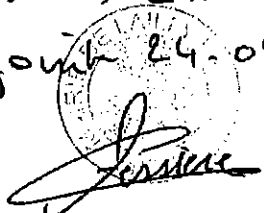
LE CONSEIL MUNICIPAL
Après délibération et à l'unanimité
DECIDE

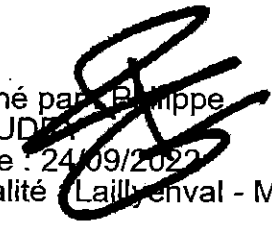
D'autoriser les travaux d'extension des réseaux électriques pour le nouveau gymnase,
D'autoriser M. le Maire à signer tous actes afférents à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait certifié conforme,

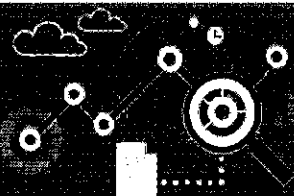
A Lailly-en-Val, le 19 septembre 2022

Le Maire,
Ph. GAUDRY

H. VESSIERE
4 d'août 24.09.2022


Signé par Philippe
GAUDRY
Date : 24/09/2022
Qualité : Lailly enval - Maire


Tiers de télétransmission multiprotocole



○ HELIOS : comptabilité publique

○ ACTES : contrôle de légalité

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : LAILLY EN VAL

Utilisateur : LAILLY EN VAL pastell

Paramètre de la transaction

Type de transaction :	Transmission d'actes
Nature de l'acte :	Délibérations
Numéro de l'acte :	2209_67
Date de la décision :	2022-09-19 00:00:00+02
Objet :	Extension des réseaux électriques pour le nouveau gymnase
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	045-214501793-20220919-2209_67-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichier contenus dans l'archive

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
045-214501793-20220919-2209_67-DE-1-1_0.xml	text/xml	873
Nom original :		
2209_67	application/pdf	78451
Extension_des_r_seaux_electriques_pour_le_nouveau_gymnase.pdf		
Nom métier :		
99_DE-045-214501793-20220919-2209_67-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	78451

Cycle de vie de la transaction

Etat	Date	Message
Posté	24 septembre 2022 à 11h44min53s	Dépôt initial
En attente de transmission	24 septembre 2022 à 11h44min53s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	24 septembre 2022 à 11h44min54s	Transmis au MI
Acquittement reçu	24 septembre 2022 à 12h05min04s	Reçu par le MI le 2022-09-24

